

F. 97 — 2505

[S - C - 97/31370]

17 JUILLET 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant communication des vacances scolaires d'été

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;

Vu l'ordonnance du 5 juin 1996 relative aux permis d'environnement;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire et du Ministre de l'Environnement,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'année civile 1997, la période de vacances scolaires d'été, visée par l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme et par l'ordonnance du 5 juin 1996 relative aux permis d'environnement s'étale du 1^{er} juillet 1997 au 31 août 1997.

Art. 2. Les Ministres de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement sont chargés de l'exécution de la présente convention.

Bruxelles, le 17 juillet 1997.

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics et du Transport,
H. HASQUIN

Le Ministre chargé de l'Environnement et de la Politique de l'Eau,
de la Rénovation, de la Conservation de la Nature
et de la Propreté publique,
D. GOSUIN

N. 97 — 2505

[S - C - 97/31370]

17 JULI 1997. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de bekendmaking van de zomervakantie voor scholen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw;

Gelet op de ordonnantie van 5 juni 1996 betreffende de milieuvergunningen;

Op voorstel van de Minister van Ruimtelijke Ordening en de Minister van Leefmilieu,

Besluit :

Artikel 1. Voor het kalenderjaar 1997 duurt de zomervakantie voor scholen, zoals bedoeld in de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw en in de ordonnantie van 5 juni 1996 betreffende de milieuvergunningen, van 1 juli 1997 tot 31 augustus 1997.

Art. 2. De Ministers van Ruimtelijke Ordening en Leefmilieu zijn belast met de uitvoering van deze overeenkomst.

Brussel, 17 juli 1997.

De Minister van Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken en Vervoer,
H. HASQUIN

De Minister van Leefmilieu en Waterbeleid,
Renovatie, Natuurbehoud en Openbare Netheid,
D. GOSUIN

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 97 — 2506

[C - 97/31431]

17 JUILLET 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1997 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 11 juillet 1996 relatif à la publicité de l'administration

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 11 juillet 1996 relatif à la publicité de l'administration, notamment les articles 4, 1^o, 6 alinéa 2, 7, alinéa 2, 10, § 1^{er} et 13;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 avril 1997;

Vu l'accord du Ministre chargé du Budget;

Vu la délibération du Collège de la Commission communautaire française du 14 mai 1997 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 7 juillet 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre, membre du Collège chargé de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

CHAPITRE Ier. — Définitions

Art. 2. Au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

— décret : le décret de la Commission communautaire française du 11 juillet 1996 relatif à la publicité de l'administration;

— autorité administrative : l'autorité administrative communautaire visée à l'article 2 du décret;

— Commission : la Commission d'accès aux documents administratifs au sein de la Commission communautaire française, visée à l'article 10, § 1^{er}, du décret;

— fonctionnaire de la Commission communautaire française : les agents nommés à titre définitif dans les Services du Collège de la Commission communautaire française et dans les personnes morales de droit public relevant de la Commission communautaire française.

CHAPITRE II. — *Des demandes de consultation et de rectification*

Art. 3. Les demandes de consultation ou de copie de documents administratifs, visées à l'article 5 du décret, ainsi que les demandes de rectification de documents administratifs, visées à l'article 9 du décret, sont introduites :

1° soit par le demandeur qui se présente personnellement à l'autorité administrative concernée et qui remet à celle-ci, après l'avoir complété et signé, un formulaire de demande;

2° soit par écrit, par une lettre adressée à l'autorité administrative concernée, avec mention du nom et de l'adresse du demandeur.

Le demandeur indique dans le formulaire de demande visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, ou la lettre visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, s'il souhaite prendre réception personnellement de la copie auprès de l'autorité administrative ou si cette copie doit lui être transmise par la poste.

Art. 4. La délivrance d'une copie d'un document administratif est soumise au paiement d'une rétribution calculée par document administratif et par demande, avec un minimum de F 50.

Art. 5. § 1^{er}. Lorsque la copie d'un document administratif est fournie en version « noir et blanc » dans un format qui ne dépasse pas le format A4, la rétribution est fixée à 2 francs la page.

Toutefois, lorsque le document comporte plus de cent pages, la rétribution est ramenée à 1 franc la page à partir de la cent et unième.

§ 2. Lorsque la copie d'un document administratif est fournie en version « noir et blanc » dans un format supérieur au format A4, mais ne dépassant pas le format A3, les rétributions fixées au § 1^{er} sont doublées.

§ 3. Lorsqu'un document administratif comprend des pages de format différents visés aux §§ 1^{er} et 2, la rétribution est calculée comme s'il s'agissait de deux demandes distinctes.

§ 4. Lorsque la copie d'un document administratif est demandée en tout ou en partie en version couleur, ou dans un format supérieur au format A3, ou sur un support différent du papier, la rétribution correspond au prix coûtant.

Art. 6. Les rétributions fixées par le présent arrêté sont payables au comptant si la copie est reçue par le demandeur auprès de l'autorité administrative. Cette dernière délivre un récépissé à titre de preuve de paiement.

Si la copie est transmise au demandeur par la Poste, les rétributions sont payées préalablement à cette transmission, par virement ou versement au compte chèque postal du comptable des recettes de l'autorité concernée. Dans ce cas, les frais de port s'ajoutent au montant des rétributions.

Art. 7. Les demandes écrites de consultation ou de copie de documents administratifs, visées à l'article 5 du décret, ainsi que les demandes de rectification de documents administratifs, visées à l'article 9 du décret, sont consignées par l'administration dans un registre, classées par date de réception.

Mention est faite dans ce registre des suites réservées aux demandes.

CHAPITRE III. — *De la Commission**Section Ire. — Composition*

Art. 8. La Commission se compose de cinq membres dont un président et un vice-président.

Chaque membre a un suppléant.

Art. 9. Les membres de la Commission et leurs suppléants sont nommés par le Collège sur la proposition du Ministre, membre du Collège ayant la Fonction publique dans ses attributions.

Le président de la Commission, ainsi que son suppléant, sont désignés parmi les membres francophones du Conseil d'Etat ou de son Auditorat.

Deux membres et leurs suppléants sont désignés parmi les fonctionnaires de rang 13 ou plus de la Commission communautaire française et des personnes morales de droit public relevant de celle-ci, les membres en question ne pouvant appartenir au même service.

Deux membres et leurs suppléants sont désignés en raison de leur connaissance approfondie dans le domaine de la publicité de l'administration. Ils doivent être titulaires d'un diplôme universitaire et ne peuvent pas être fonctionnaires de la Commission communautaire française ou d'une personne morale de droit public relevant de celle-ci.

Le vice-président est désigné au sein de l'une des deux catégories définies dans les deux alinéa qui précèdent.

Art. 10. Les membres de la Commission et leur suppléant sont désignés pour un mandat renouvelable de cinq ans.

En cas d'empêchement ou d'absence d'un des membres, celui-ci est remplacé par son suppléant.

Les membres de la Commission peuvent être relevés de leur charge en cas de manquement à leurs devoirs ou d'atteinte à la dignité de leur fonction.

Le suppléant achève le mandat de son prédécesseur au cas où ce dernier démissionne ou cesse pour une raison quelconque de faire partie de la Commission.

Art. 11. Le siège de la Commission est établi dans les locaux des services du Collège de la Commission communautaire française, boulevard de Waterloo 100-103, à 1000 Bruxelles.

Art. 12. Le Secrétariat en est assuré par un fonctionnaire de niveau 1 des services du Collège de la Commission communautaire française.

Section II. — Procédure

Art. 13. Les demandes individuelles visées à l'article 10, § 2, du décret sont adressées par envoi recommandé au président de la Commission d'accès aux documents administratifs, aux services du Collège de la Commission communautaire française, boulevard de Waterloo 100-103, à 1000 Bruxelles.

Section III. — Fonctionnement

Art. 14. Dès réception par la Commission d'une demande visées à l'article 10, § 2, du décret, le secrétaire en informe l'autorité administrative compétente.

L'autorité administrative en question est tenue de communiquer à la Commission tous les éléments de droit et de fait ainsi que tous les documents et renseignements qui ont motivé son refus de satisfaire à la demande du requérant.

Art. 15. Le président de la Commission fixe la date des réunions et en établit l'ordre du jour.

Le secrétaire envoie au président et à chaque membre de la Commission, pour chaque réunion de celle-ci, une convocation contenant l'ordre du jour, accompagnée de la documentation nécessaire.

Chaque convocation est envoyée au moins cinq jours ouvrables avant la date de la réunion.

Art. 16. La Commission peut, pour chaque point inscrit à l'ordre du jour, décider d'entendre toute personne qu'elle estime utile à sa décision.

Art. 17. Le président dirige les débats. Il signe, avec le Secrétaire, toutes correspondances et avis émis au nom de la Commission.

Art. 18. Le membre qui a un intérêt personnel à une délibération de la Commission se fait remplacer par son suppléant. Il en est de même lorsqu'un de ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré a un pareil intérêt.

Le membre dirigeant d'un service administratif se fait remplacer par son suppléant lorsque la Commission est appelée à délibérer sur les matières qui concernent l'entité qu'il dirige.

Art. 19. La Commission ne peut délibérer valablement que si son président, ou son suppléant, ainsi que deux autres membres désignés chacun dans une catégorie différente en fonction de l'article 8 alinéa 3 et 4, sont présents.

Les avis sont donnés à la majorité absolue des suffrages exprimés.

En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 20. Les avis émis par la Commission sont motivés.

Art. 21. Le secrétaire transmet, pour approbation, les procès-verbaux aux membres de la Commission dans un délai de cinq jours à dater de la réunion.

Il transmet par pli recommandé dans le même délai l'avis à chaque demandeur et à l'autorité administrative concernée.

Les avis transmis à la demande d'une autorité administrative sont transmis à l'autorité concernée par pli recommandé dans le même délai.

Art. 22. La Commission peut établir un règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est adopté à la majorité des deux-tiers, l'ensemble des membres de la Commission étant présent, et est soumis à l'approbation du membre du Collège, chargé de la Fonction publique.

Section IV. — Dispositions budgétaires

Art. 23. Les frais de fonctionnement de la Commission et de son secrétariat sont à charge de l'administration de la Commission communautaire française.

Art. 24. La participation aux réunions de la Commission donne droit, à un jeton de présence dont le montant est fixé comme suit :

— président : F 1 200;

— autre membre : F 1 000.

Les jetons de présence couvrent les travaux accessoires aux séances de travail, ainsi que les frais de déplacement.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 25. Le présent arrêté entre en vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 26. Le membre du Collège, chargé de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juillet 1997.

Par le Collège :

E. TOMAS,

Ministre, Membre du Collège, chargé de la Fonction publique

H. HASQUIN,

Ministre, Président du Collège, chargé du Budget

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 97 — 2506

[C — 97/31431]

17 JULI 1997. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1997 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 11 juli 1996 betreffende de openbaarheid van bestuur

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 11 juli 1996 betreffende de openbaarheid van bestuur, inzonderheid op artikelen 4,1°, 6, 2e lid, 7, 2e lid, 10, § 1 en 13;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 april 1997;

Gelet op het akkoord van het lid belast met Begroting;

Gelet op de bespreking van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 14 mei 1997 over het verzoek om advies van de Raad van State binnen de maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 7 juli 1997 overeenkomstig artikel 84, 1e lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van de Minister, lid van het College, belast met Openbaar Ambt;

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikelen 127 en 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Art. 2. In dit besluit dient te worden verstaan onder :

— decreet : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 11 juli 1996 betreffende de openbaarheid van bestuur;

— bestuurlijke overheid : de bestuurlijke gemeenschapsoverheid zoals bedoeld in artikel 2 van het decreet;

— Commissie : de Commissie voor de toegang tot bestuursdocumenten in de Franse Gemeenschapscommissie zoals bedoeld in artikel 10, § 1, van het decreet;

— ambtenaar van de Franse Gemeenschapscommissie : de ambtenaren die vastbenoemd zijn in de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en in de publiekrechtelijke rechtspersonen afhankelijk van de Franse Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK II. — *Aanvraag om inzage en rechtzetting*

Art. 3. De aanvragen om inzage of afschrift van bestuursdocumenten zoals bedoeld in artikel 5 van het decreet alsook de aanvragen om rechtzetting van bestuursdocumenten zoals bedoeld in artikel 9 van het decreet, worden ingediend :

1° hetzij door de aanvrager die zich persoonlijk aanmeldt bij de betrokken bestuurlijke overheid en die aan deze laatste een ingevuld en ondertekend aanvraagformulier bezorgt;

2° hetzij schriftelijk via een brief gericht aan de betrokken bestuurlijke overheid met vermelding van de naam en adres van de aanvrager.

De aanvrager vermeldt in het aanvraagformulier zoals bedoeld in het 1ste lid, 1° of in de brief zoals bedoeld in het 1ste lid, 2°, of hij het afschrift persoonlijk bij de bestuurlijke overheid wil afhalen dan wel het via de post wenst te ontvangen.

Art. 4. Voor de afgifte van een kopie van een bestuursdocument geldt een vergoeding die berekend wordt per bestuursdocument en per aanvraag en die minimum 50 frank bedraagt.

Art. 5. § 1. Wanneer een afschrift van een bestuursdocument afgeleverd wordt in een zwart-witversie op een formaat dat niet groter is dan een A4-formaat, wordt de vergoeding vastgesteld op 2 frank per bladzijde.

Wanneer het document evenwel meer dan honderd bladzijden telt, wordt de vergoeding op 1 frank per bladzijde teruggebracht vanaf de honderd en eerste bladzijde.

§ 2. Wanneer het afschrift van een bestuursdocument afgeleverd wordt in een zwart-witversie op een formaat dat groter is dan een A4-formaat, maar kleiner dan een A3-formaat, dan worden de vergoedingen zoals vastgesteld onder § 1 verdubbeld.

§ 3. Wanneer een bestuursdocument bestaat uit bladzijden waarvan het formaat verschillend is van die bedoeld onder §§ 1 en 2, dan wordt de vergoeding berekend als betrof het twee verschillende aanvragen.

§ 4. Wanneer het afschrift van een bestuursdocument in zijn geheel of gedeeltelijk in een kleurenversie wordt gevraagd, of in een formaat dat groter is dan een A3-formaat of op een andere dan een papieren drager, dan komt de vergoeding overeen met de gebruikelijke kostprijs.

Art. 6. De vergoedingen die zijn vastgesteld bij dit besluit kunnen contant worden betaald indien de aanvrager het afschrift heeft ontvangen van de bestuurlijke overheid. Laatstgenoemde geeft een reçu als betaalbewijs.

Indien het afschrift aan de aanvrager wordt bezorgd via de post, dan gebeurt de betaling van de vergoeding voorafgaandelijk aan de verzending via een overschrijving of storting op de postchequerekening van de boekhouder van de inkomsten van de betrokken overheid. In dat geval worden de verzendingskosten bovenop het vergoedingsbedrag geteld.

Art. 7. De schriftelijke aanvragen om inzage of afschrift van bestuursdocumenten zoals bedoeld in artikel 5 van het decreet alsook de aanvragen om rechtzetting van bestuursdocumenten zoals bedoeld in artikel 9 van het decreet, worden door het bestuur opgetekend in een register en gerangschikt naar datum van ontvangst.

In dat register wordt melding gemaakt van het gevolg dat aan de aanvragen is gegeven.

HOOFDSTUK III. — *De commissie*

Afdeling I. — Samenstelling

Art. 8. De Commissie bestaat uit vijf leden waaronder één voorzitter en één ondervoorzitter.

Elk lid heeft een plaatsvervanger.

Art. 9. De leden van de Commissie en hun plaatsvervanger worden door het College benoemd op voordracht van de Minister, Lid van het College, belast met Openbaar Ambt.

De voorzitter van de Commissie alsook diens plaatsvervanger worden aangeduid onder de Franstalige leden van de Raad van State of het Auditoraat ervan.

Twee leden en hun plaatsvervangers worden aangeduid onder de ambtenaren van rang 13 of hoger van de Franse Gemeenschapscommissie en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, waarbij de desbetreffende personen niet tot dezelfde dienst mogen behoren.

Twee leden en hun plaatsvervangers worden aangesteld omwille van hun grondige kennis van de openbaarheid van bestuur. Ze moeten houder zijn van een universitair diploma en mogen geen ambtenaar zijn van de Franse Gemeenschapscommissie of van een publiekrechtelijk rechtspersoon die ervan afhangt.

De ondervoorzitter wordt aangeduid in een van de categorieën die zijn vastgesteld in de voorgaande leden.

Art. 10. De leden van de Commissie en hun plaatsvervanger worden aangeduid voor een hernieuwbaar mandaat van vijf jaar.

Ingeval van verhindering of afwezigheid van een van de leden wordt deze vervangen door zijn plaatsvervanger.

De leden van de Commissie kunnen van hun opdracht worden ontheven indien ze hun plichten niet nakomen of de waardigheid van hun functie hebben aangetast.

De plaatsvervanger voltooit het mandaat van zijn voorganger indien laatstgenoemde ontslag neemt of om eender welke reden geen deel meer uitmaakt van de Commissie.

Art. 11. De zetel van de Commissie is gevestigd in de lokalen van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, Waterlooosesteenweg 100-103, te 1000 Brussel.

Art. 12. Het Secretariaat ervan wordt verzekerd door een ambtenaar van niveau 1 van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Afdeling II. — Procedure

Art. 13. De individuele aanvragen zoals bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet worden aangetekend verzonden aan de voorzitter van de Commissie voor de toegang tot bestuursdocumenten en de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, Waterlooosesteenweg 110-103, te 1000 Brussel.

Afdeling III. — Werking

Art. 14. Zodra de Commissie een aanvraag zoals bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet heeft ontvangen, brengt de Secretaris de bevoegde bestuurlijke overheid hiervan op de hoogte.

De desbetreffende bestuurlijke overheid moet aan de Commissie alle feitelijke en rechtsgegevens alsook alle documenten en inlichtingen medelen die haar weigering om te voldoen aan de aanvraag rechtvaardigen.

Art. 15. De voorzitter van de Commissie bepaalt de datum van de vergaderingen en legt de agenda ervan vast.

De Secretaris verstuurt aan de Voorzitter en aan elk lid van de Commissie voor elke vergadering een uitnodiging met de agenda en de nodige documenten.

Iedere uitnodiging wordt minstens vijf werkdagen voor de datum van de vergadering verstuurd.

Art. 16. De Commissie kan voor elk agendapunt beslissen om iedereen te horen die ze nuttig acht voor haar beslissing.

Art. 17. De voorzitter leidt de besprekingen. Hij ondertekent, samen met de Secretaris, de briefwisseling en adviezen die zijn uitgebracht in naam van de Commissie.

Art. 18. Het lid dat een persoonlijk belang heeft bij een bespreking van de Commissie laat zich vervangen door zijn plaatsvervanger. Hetzelfde gebeurt wanneer een van zijn ouders of verwanten tot de vierde graad er belang bij heeft.

Het leidend lid van een bestuurlijke dienst laat zich vervangen door zijn plaatsvervanger wanneer de Commissie aangelegenheden moet bespreken die betrekking hebben op de entiteit die hij leidt.

Art. 19. De Commissie kan slechts geldig oordelen in aanwezigheid van de voorzitter of diens plaatsvervanger alsook van twee andere leden die elk zijn aangesteld in een verschillende categorie op grond van artikel 8, 3de en 4de lid.

De adviezen worden uitgebracht bij absolute meerderheid der uitgebrachte stemmen.

Bij staking van stemmen is die van de voorzitter beslissend.

Art. 20. De adviezen van de Commissie worden gerechtvaardigd.

Art. 21. De secretaris bezorgt de notulen ter goedkeuring aan de leden van de Commissie binnen de vijf dagen na de vergadering.

Hij bezorgt het advies bij aangetekende brief en binnen diezelfde termijn aan elke aanvrager en aan de desbetreffende bestuurlijke overheid.

De adviezen die zijn bezorgd op verzoek van een bestuurlijke overheid worden bij aangetekende brief en binnen diezelfde termijn bezorgd aan de desbetreffende bestuurlijke overheid.

Art. 22. De Commissie kan een huishoudelijk reglement opstellen. Dit wordt aangenomen bij tweederden meerderheid, in aanwezigheid van alle leden van de Commissie, en wordt ter goedkeuring voorgelegd aan het lid van het College belast met Openbaar Ambt.

Afdeling IV. — Budgettaire bepalingen

Art. 23. De werkingskosten van de Commissie en het secretariaat vallen ten laste van het bestuur van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 24. Het bijwonen van de vergaderingen van de Commissie geven recht op een zitpenning waarvan het bedrag als volgt is vastgesteld :

— voorzitter : F 1 200;

— ander lid : F 1 000.

De zitpenningen dekken de bijhorende werkzaamheden voor de werkvergaderingen alsook de reiskosten.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 25. Dit besluit treedt in werking op de dag dat het in het Belgisch Staatsblad is verschenen.

Art. 26. Het lid van het College belast met Openbaar Ambt is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 17 juli 1997.

Namens het College :

E. TOMAS,

Minister, Lid van het College belast met Openbaar Ambt

H. HASQUIN,

Minister, Voorzitter van het College belast met Begroting

F. 97 — 2507

[C - 97/31430]

11 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant délégations de compétence et de signature au Fonctionnaire dirigeant du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment l'article 30;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 septembre 1995 définissant l'organe habilité à statuer sur les demandes d'admission des personnes handicapées a bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ainsi qu'aux procédures et modalités d'introduction de ces demandes;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 1995 relatif à la dissolution du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et au transfert de ses biens, droits et obligations à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le statut pécuniaire du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant les échelles de traitement des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 10 novembre 1994 organisant la rétribution du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française;

Vu la décision du Collège de la Commission communautaire française du 29 août 1997 désignant M. Christian Bayi comme chargé de mission compétent pour la gestion administrative générale des services du Collège;

Vu la décision du Collège de la Commission communautaire française du 29 août 1997 désignant M. Philippe Debacker, Conseiller au Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées comme chargé de mission pour la gestion des services opérationnels du Collège;

Considérant qu'il importe de déterminer les délégations de compétence et de signature accordées au fonctionnaire dirigeant et à certains fonctionnaires du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Aide aux Personnes,

CHAPITRE 1er. — *Délégations en matière de personnel*

Article 1^{er}. § 1^{er}. En conformité avec les statuts administratif et pécuniaire applicables au personnel du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, la délégation de compétence et de signature est donnée à son Fonctionnaire dirigeant pour :

1° autoriser des prestations à titre exceptionnel et approuver les états de frais y afférents pour les agents de niveaux 1, 2+, 2, 3 et 4;

2° placer en disponibilité pour convenance personnelle les agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4 qui en font la demande;

3° établir la proposition requise pour une mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service;

4° constater la disponibilité de plein droit pour maladie ou infirmité des agents de niveaux 2+, 2, 3 et 4 et fixer le traitement d'attente à leur octroyer;

5° rappeler en activité un agent absent pour cause de maladie que le Service de Santé administratif a jugé apte à reprendre au moins partiellement ses fonctions si cela est compatible avec les exigences du bon fonctionnement du service;

6° accorder aux membres du personnel les congés de toute nature dont ils peuvent bénéficier;

7° prendre les décisions portant acceptation de la démission volontaire ou la mise en retraite normale des agents définitifs ou temporaires des niveaux 2+, 2, 3 et 4;